

Questions internationales

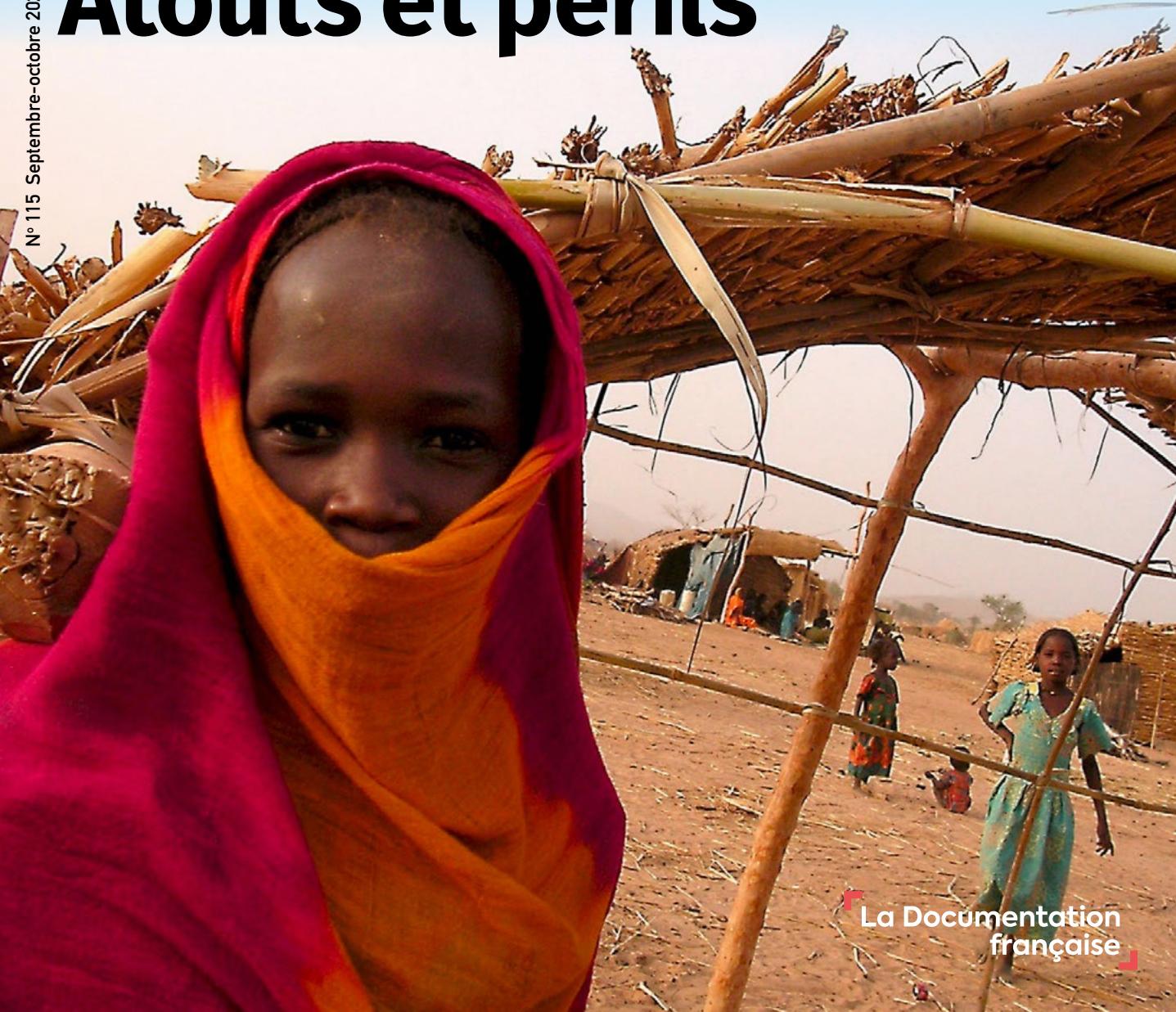
Entretien
avec Cheikh Tidiane Gadio
et Lionel Zinsou

La politique sociale de l'Union européenne
La Cour pénale internationale
L'héritage de la conférence de Bandung

L'AFRIQUE

Atouts et périls

N° 115 Septembre-octobre 2022



N° 115 SOMMAIRE

DOSSIER...



© Drekigesshi / Wiki Commons

L'Afrique : atouts et périls

- 04 Ouverture – Le xxI^e :
un siècle pour l'Afrique ?**

Sabine Jansen

- 14 Freins et moteurs
du développement
en Afrique**

Géraud Magrin et Olivier Ninot

- 26 L'Afrique, terre
de convoitises pour
les ressources naturelles**

François Lafargue

- 38 La démocratie
en Afrique : un état
des lieux préoccupant**

Robert Dossou

- 52 Afrique : les voies
d'un renouveau**

*Entretien avec Cheikh Tidiane Gadio
et Lionel Zinsou*

Questions EUROPÉENNES

67 Afrique, zone de conflits

Alain Antil

78 Les États et la paysannerie de l'Afrique sahélienne au défi du jihad et du banditisme rural

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

88 Les tribulations de la politique africaine de la France

Kevin Alleno

100 L'Allemagne et le Togo : du protectorat au soft power

Christine de Gemeaux

Et les contributions de

Sébastien Abis (p. 74),
Sophie Didier et Claire Simonneau (p. 47),
Pierre Jacquemot (p. 34),
Marie-France Lange (p. 97),
Géraud Magrin et Olivier Ninot (p. 22),
Bradley Safarik (p. 84)

105 Quel avenir pour la politique sociale de l'Union européenne ?

Amandine Crespy

Regards sur le MONDE

111 La Cour pénale internationale : de l'espoir initial au bilan mitigé

Aude Brejon

HISTOIRES de *Questions internationales*

118 La conférence de Bandung (1955) : l'acte de naissance du « tiers-monde »

Amaury Lorin

Liste des CARTES et ENCADRÉS

ABSTRACTS

125 et 126

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Sécurité alimentaire : un enjeu majeur pour l'Afrique

L'Afrique témoigne à elle seule de la complexité mondiale à disposer d'une sécurité alimentaire géographiquement homogène, accessible à tous et bénéficiant des éléments de stabilité requis. Les disparités sur ce continent sont immenses : dynamiques démographiques, ressources hydriques et foncières, systèmes climatiques ou trajectoires de croissance constituent autant de paramètres essentiels au développement agricole mais qui s'avèrent très contrastés entre les pays africains.

Il convient donc d'observer l'état de leur sécurité alimentaire en miroir de leur potentiel productif, de la taille de leur population, de leur niveau de performance logistique et bien entendu aussi, voire surtout, des politiques publiques et des investissements déployés en faveur du secteur agricole, des territoires ruraux et de l'approvisionnement en nourriture. Tous ces facteurs posent en creux la question de la stabilité géopolitique de ces nations.

Cet élément de stabilité géopolitique ne doit en aucun cas être sous-estimé, quand bien même priment souvent des analyses agronomiques et techniques au sujet de la sécurité alimentaire africaine. Un pays peut être doté de ressources mais dans le même temps ne pas avoir les capacités (ou la volonté politique) de les exploiter avec constance.

Des besoins immenses

Personne n'échappe à la nécessité de se nourrir et le quotidien de tous, partout sur la planète, est rythmé par cet impératif. Concrètement, au regard des évolutions démographiques en Afrique, il s'agit de pouvoir répondre aux besoins premiers d'un nombre croissant d'individus. Le continent africain compte en effet cinq fois plus d'habitants de nos jours qu'au plus fort des vagues indépendantistes dans les années 1960. Il pourrait voir sa population atteindre les 2,5 milliards d'habitants à l'horizon 2050, soit un doublement par rapport à 2020. Sur le plan de la demande alimentaire, le défi est donc colossal et inédit.

À côté de cette contrainte démographique, la spatialisation de la croissance a toute son importance. L'Afrique s'urbanise et deux tiers de sa population devraient vivre en ville en 2050. Construire une sécurité alimentaire dans des mégapoles au développement parfois anarchique représente donc un immense défi et ce sans oublier l'augmentation parallèle de la population rurale malgré l'exode – les pays africains comptent plus de 200 millions d'habitants en plus dans les campagnes depuis 2000. Les 740 millions de ruraux restent actuellement supérieurs en nombre aux 550 millions d'urbains. Les besoins explosent et les modes de consommation, notamment en milieu urbain, se transforment tout aussi rapidement.

Dans ce contexte, il est bien difficile pour les pays africains d'avoir une production nationale suffisante pour répondre à la croissance de la demande, à la fois en volume mais aussi en qualité, car beaucoup d'Africains souhaitent aussi accéder à des aliments sûrs et sains. Le recours aux importations est donc à mettre en perspective avec cette équation socio-démographique. Les agriculteurs n'ont pas toujours les moyens de fournir les villes et les littoraux, faute d'accès aux marchés, à des transports adéquats et à une chaîne du froid adaptée.

Des ressources convoitées et inégalement réparties

D'une superficie de plus de 30 millions de km², l'Afrique couvre 6 % de la surface du globe et 20 % des terres émergées. C'est sans doute le continent le mieux doté en richesses naturelles, ce qui peut se révéler source de déstabilisation et de prédateur au niveau local, voire de convoitises à l'échelle internationale. Le foncier est une ressource disputée, à l'origine de nombreuses tensions et violences qui brident les capacités d'investissement et de développement. L'Afrique est souvent présentée comme un réservoir de terres sous-utilisées et laissées libres. Or, les régimes fonciers et les usages sont très nombreux et complexes. Tous les espaces, notamment les



© Xinhua / Xinhua via AFP

En Afrique, l'agriculture est de plus en plus mécanisée. Ici, le parc agricole de la firme chinoise Wanbao au sud du Mozambique, où du riz est cultivé, représente l'un des principaux programmes de coopération agricole entre la Chine et l'Afrique. De tels projets font toutefois aussi l'objet de critiques, car les céréales produites servent à alimenter avant tout le bétail en Europe et en Chine.

forêts, ne peuvent d'ailleurs être mis en culture. La moyenne de terres arables en Afrique subsaharienne ne dépasse pas les 10 % mais avec des différences très marquées : 45 % environ au Togo, au Rwanda, en Gambie ou au Burundi contre moins de 5 % au Mali, à Madagascar, en République démocratique du Congo ou au Tchad.

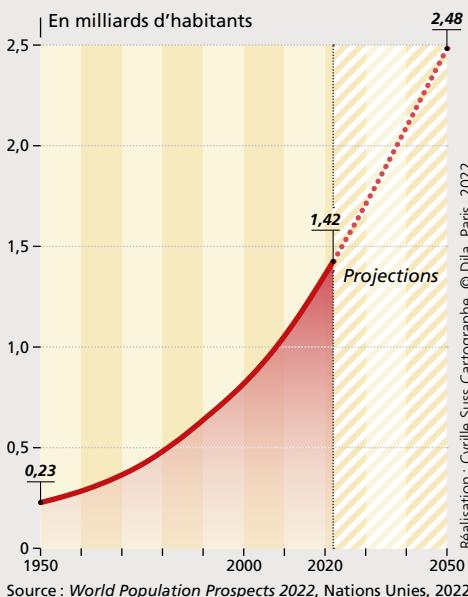
Dans les espaces ruraux, le foncier se trouve au cœur de logiques d'appropriation, et souvent de conflits ou de violences pour les agriculteurs : discrimination dans l'accès au foncier en fonction de son origine ethnique, sa nationalité, sa religion, son affiliation politique. En outre, depuis la fin des années 2000, le continent africain a vu se multiplier les opérations de location de terres. Douze millions d'hectares seraient actuellement loués par des compagnies étrangères. L'Éthiopie, le Mozambique, le Ghana, le Soudan sont parmi les pays les plus concernés.

L'Afrique dispose d'un potentiel hydrique important, comptant 17 grands fleuves et une centaine de lacs auxquels s'ajoutent d'importantes nappes

phréatiques. Cette ressource en eau est cependant très mal répartie à l'échelle du continent et attise les tensions entre usagers ou pays, comme ceux du bassin nilotique. Tout le tiers nord de l'Afrique, la majeure partie du tiers sud et la Corne de l'Afrique sont parmi les zones les plus arides de la planète. Une grande partie du continent, à l'exception de la ceinture centrale, reçoit moins de cinq millimètres de précipitation chaque jour – un seuil que l'on considère nécessaire pour développer l'agriculture.

Près de 60 % des sources en eau renouvelables du continent sont concentrées dans seulement cinq pays : le Gabon, le Liberia, la République centrafricaine, la République du Congo et la Sierra Leone. Moins de 10 % des terres cultivées en Afrique sont irrigués et les deux tiers sont concentrés dans cinq pays : l'Afrique du Sud, le Soudan, l'Égypte, Madagascar et le Maroc. Le contrôle de l'eau s'avère indispensable pour intensifier l'agriculture en Afrique, sans oublier la réutilisation des eaux usées pour l'irrigation des champs.

Évolution de la population en Afrique (1950-2050)



Une activité économique clé

L'agriculture est de loin l'activité économique la plus importante en Afrique. Elle fournit un emploi aux deux tiers environ de la population active du continent, contribue en moyenne de 30 à 60 % du PIB des pays et à environ 30 % de la valeur de leurs exportations. Grâce à la grande diversité des climats et des écosystèmes, le continent produit un grand nombre de cultures végétales, ce qui représente aussi un défi majeur tant les ressources sont rares et menacées. Les principales productions sont les cultures vivrières, les céréales (maïs, blé, riz) mais aussi les tubercules, les fruits et les légumes avec des marchés d'exportation très concurrentiels. Les agricultures familiales dominent dans les pays africains.

À ce titre, le travail en milieu rural restera déterminant dans l'avenir. Avec près de 380 millions de personnes entrant sur le marché du travail d'ici à 2030, dont 220 millions en milieu rural, les pays africains doivent relever le défi de générer assez d'emplois rémunérateurs, stables et de qualité dans les campagnes, à la fois dans les systèmes vivriers comme dans les exploitations plus modernes. Les

politiques de soutien à l'emploi, de structuration des filières et de création d'industries de transformation en milieu rural sont essentielles pour le développement du continent.

L'électrification, qui fait défaut dans beaucoup de territoires ruraux de l'intérieur, constitue un autre défi de taille. L'innovation technique et les agroéquipements progressent, permettant d'améliorer la productivité et d'accélérer la transition durable des modes de production, pour produire davantage et mieux avec moins de ressources ou d'intrants. Ces évolutions sont toutefois très contrastées selon les pays africains, qui n'ont pas tous le même potentiel, les mêmes moyens et les mêmes visions sur les évolutions à venir de l'agriculture.

Le smartphone constitue certainement l'un des outils les plus puissants d'émancipation des agriculteurs africains. De même, l'émergence ces dernières années de start-ups agricoles – souvent dirigées par des femmes entrepreneuses – permet d'apporter des solutions concrètes aux producteurs : suivi météorologique, accès aux informations et combinaison des données, connectivité aux marchés et aux consommateurs, etc.

Le commerce des produits agricoles africains devrait fortement s'accroître. Pour l'heure, les exportations africaines sont dominées par des produits de base dont les prix fluctuants représentent un défi pour le financement du développement. Ces produits sont peu transformés et ne créent localement que peu d'emplois ou de valeur. L'Afrique achète en outre beaucoup de matières premières agricoles et de produits alimentaires sur les marchés internationaux, notamment des céréales. Les importations ont atteint 80 milliards de dollars par an à la fin de la décennie 2010.

Les États septentrionaux, du Maroc à l'Égypte, qui représentent 2 % de la population mondiale, totalisent à eux seuls 15 % des importations de blé de la planète. En Afrique subsaharienne, le riz est la deuxième céréale consommée après le maïs. Avec 16 millions de tonnes importées, la région est la première au monde pour l'achat de riz. La consommation de blé au sud du Sahara tend également à croître en ville, au détriment de céréales locales délaissées (sorgho, mil).

Lutter contre l'insécurité alimentaire

La faim dans le monde concerne l'Afrique pour 30 %. Les conflits et les désordres climatiques sont les premiers facteurs d'insécurité alimentaire. La pandémie de Covid-19 a en outre eu un effet aggravant. Depuis le printemps 2020, les fermetures de frontières et la baisse des revenus liés au tourisme, les confinements et les pertes d'emplois ont appauvri les ménages et participé à la hausse des prix des denrées alimentaires. Les mesures anti-Covid ont également déstabilisé les filières de produits périssables.

Les effets en cascade du conflit russe-ukrainien ont par ailleurs entraîné, depuis février 2022, une hausse des prix pour un grand nombre de produits alimentaires de base en Afrique subsaharienne – farine de blé, sucre, huile, pommes de terre... Les villes sont les premières affectées. Les organisations internationales et les ONG commencent à parler de possibles pénuries, voire de crises alimentaires ravivant le spectre de l'instabilité politique et des mouvements sociaux contre la vie chère. L'alimentation et l'énergie pèsent lourd dans l'indice des prix des consommateurs : 50 % en Afrique contre 30 % dans le reste du monde.

Alors que la dépendance aux marchés internationaux s'accroît tendanciellement – la part des importations dans la consommation est passée de 10 % en 1975 à 25 % de nos jours –, l'augmentation de la production agricole africaine est un enjeu qui se pose avec acuité. Dans les discours politiques africains, la réduction des importations de produits alimentaires constitue un objectif de plus en plus clairement affiché. Le projet de Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) entend y contribuer.

L'Agenda 2063 adopté en 2015 par l'Union africaine¹ place aussi la sécurité alimentaire et la

production agricole continentale parmi les grands axes des priorités stratégiques du continent. Les politiques de développement endogène doivent plus que jamais cibler les questions de pauvreté rurale et urbaine, questionner les implications nutritionnelles et agricoles des programmes de subvention alimentaire et favoriser la transition agroécologique. Le programme pour développer les protéines végétales et celui sur la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel vont dans ce sens.

L'Union européenne, tout particulièrement dans le cadre de la présidence française du premier semestre 2022 (PFUE), accompagne les pays africains, notamment avec l'initiative FARM (Food and Agriculture Resilience Mission) lancée en mars 2022 pour répondre aux conséquences agricoles et alimentaires de la guerre russe-ukrainienne et de la pandémie de Covid-19. Ce dispositif multilatéral repose sur le triptyque suivant : commerce (éviter les restrictions et mesures protectionnistes excessives) ; solidarité (aide humanitaire et économique d'urgence) ; production (augmentation des rendements, amélioration de la mécanisation et de la logistique, investissements appropriés à la transition agroécologique, réduction des pertes et gaspillages, adaptation aux changements climatiques). Ce dispositif confirme que la relation entre l'Afrique et l'Europe devra de plus en plus prendre en compte ces questions de sécurité alimentaire, et ce dans une vision globale et à long terme.

Sébastien Abis *

* Directeur du club Demeter et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

¹ Voir la présentation de l'Agenda 2063 sur le site de l'Union européenne : <https://au.int/fr/agenda2063/vue-ensemble>.